

ACCORD-CADRE

**Réalisation de prestations de fourniture et de
maintenance préventive et corrective des
systèmes de sécurité incendie, des
équipements d'alarmes (SSI-EA) et des
équipements de lutte contre l'incendie (ELI)
pour les services de l'État et les établissements
publics en région Bretagne**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Référence : PFRA_BZH_SSI-EA_ELI_2025

Procédure : APPEL D'OFFRES OUVERT

Forme du marché : Accord-cadre à bons de commande

Ce document comporte 30 pages.

Annexe n°1 : Mesures de sécurité relatives à la Gendarmerie Nationale

Annexe n°2 : Mesures de sécurité relatives à la Police Nationale

Annexe n°3 : Mesures de sécurité relatives aux services pénitentiaires

Annexe n°4 : Mesures relatives à la clause d'insertion

Charte 
**RELATIONS FOURNISSEUR
RESPONSABLES**

PFRA_BZH_SSI-EA/ELI_2025

Sommaire

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE	4
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 2.1 Objet de l'accord-cadre	4
Article 2.2 Forme de l'accord-cadre	4
Article 2.3 Parties à l'accord-cadre	5
Article 2.4 Définitions	5
Article 2.5 Allotissement	6
Article 2.6 Durée de l'accord-cadre	6
2.6.1 Durée des bons de commandes	7
2.6.2 Prolongation du délai d'exécution	7
Article 2.7 Documents contractuels	7
Article 2.8 Clauses de réexamen	7
2.8.1 Intégration de nouveaux Établissements Publics	7
2.8.2 Ajout ou retrait d'équipements ou sites après visite initiale	8
2.8.3 Ajout ou retrait d'équipements ou de sites en cours d'exécution	8
2.8.4 Clause de réexamen pour circonstances imprévisibles	8
Article 2.9 Prestations similaires	8
Article 2.10 Communication	9
Article 2.11 Lieu d'exécution	9
Article 2.12 Transport et déplacements	9
Article 2.13 Langues	9
ARTICLE 3 : MODALITÉS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	9
Article 3.1 Emission des bons de commande	9
Article 3.2 Bon de commande de maintenance préventive	10
Article 3.3 Bon de commande de maintenance corrective	11
Article 3.4 Signataire du bon de commande	11
ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE	12
Article 4.1 Réunion de démarrage	12
Article 4.2 Visite initiale et audit d'entrée	12
Article 4.3 Revue de contrat	13
Article 4.4 Rapport annuel	13
Article 4.5 Réversibilité et audit de sortie	13
Article 4.6 Dérogation à l'exclusivité	13
Article 4.7 Sous-traitance	13
Article 4.8 Essais et contrôle de prestations	14
Article 4.9 Suivi financier des prestations	15
Article 4.10 Clause d'insertion	15
4.10.1 Accompagnement de l'insertion	16
4.10.2 Modalités d'exécution et de contrôle	17

4.10.3 Insertion à l'issue de l'accord-cadre	17
Article 4.11 Clause environnementale	17
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES	17
Article 5.1 Obligation de conseil	17
Article 5.2 Obligation d'information	17
Article 5.3 Obligation de résultat	18
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	18
Article 6.1 Déclaration d'assurance	18
Article 6.2 Déclaration de paiement des impôts et cotisations	19
Article 6.3 Traitement des données à caractère personnel	20
6.3.1 Préambule	20
6.3.2 Description du traitement des données à caractère personnel	20
6.3.3 Sous-traitance du traitement	20
ARTICLE 7 : MESURES DE SÉCURITÉ	21
Article 7.1 Secret professionnel, restriction de circulation, confidentialité	21
Article 7.2 Sécurité pénitentiaire	22
Article 7.3 Sécurité des bâtiments de la Gendarmerie Nationale	22
Article 7.4 Sécurité des bâtiments de la Police Nationale	22
ARTICLE 8 : RÉGIME FINANCIER	22
Article 8.1 Établissements des prix	22
Article 8.2 Contenu des prix	23
Article 8.3 Révision des prix	23
Article 8.4 Avance	24
Article 8.5 Modalités de paiement	24
Article 8.6 Dématérialisation des factures	25
Article 8.7 Délai de paiement	25
Article 8.8 Intérêt moratoire	25
Article 8.9 Modalité de facturation et règlement des prestations	26
Article 8.10 Taux de TVA	26
Article 8.11 Monnaie	26
ARTICLE 9 : PENALITES	26
Article 9.1 Pénalité pour retard d'exécution	26
Article 9.2 Pénalité pour défaut de qualification des intervenants	28
Article 9.3 Pénalité pour non remise en l'état des lieux	28
Article 9.4 Pénalité pour non respect du code du travail	28
Article 9.5 Pénalité pour non respect du reporting	28
Article 9.6 Pénalité relative à l'insertion	28
Article 9.7 Pénalité relative à l'environnement	29
ARTICLE 10 : RÉSILIATION	29
ARTICLE 11 : DIFFÉRENDS ET LITIGES	29
Article 11.1 Différends	29
Article 11.2 Litiges	29
ARTICLE 12 : DÉROGATIONS	30

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Les services déconcentrés de l'État et opérateurs de la région Bretagne ont décidé de coordonner leurs besoins en matière de maintenance et de fourniture d'équipements de lutte contre l'incendie, ainsi que de maintenance des systèmes de sécurité incendie et des équipements d'alarme.

L'accord cadre détermine l'ensemble des prestations à réaliser pendant la durée d'exécution. Chaque service bénéficiaire réalise ses propres bons de commande.

Il est porté à l'attention du titulaire les points de vigilance suivants :

- Le nombre conséquent de services et donc d'interlocuteurs passant les bons de commande ;
- La mise en place d'un suivi administratif et financier des bons de commande ;

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD-CADRE

Article 2.1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre, mono-attributaire, a pour objet la fourniture et la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie et d'équipements de lutte contre l'incendie.

La description des prestations et des livrables est indiquée dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Code CPV : 50413200 – service de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie

CPV secondaires :

31625100 -Systèmes de détection incendie

31625200 -Systèmes d'alarme incendie

35111500 - Système d'extinction d'incendie

35111400 - Équipement d'évacuation en cas d'incendie

31625000 - Avertisseurs d'effractions et d'incendie

Article 2.2 – Forme et Procédure de passation :

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et suivants du Code de la commande publique (CCP). La procédure utilisée dans la présente consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP.

Article 2.3 – Parties à l'accord-cadre :

Le pouvoir adjudicateur est le préfet de la région Bretagne.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) , chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État de la région Bretagne, est le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales (SGAR) Bretagne.

En application des articles L2113-1, L2113-6, L2113-7 du CCP il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'État dans la région Bretagne (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des Armées.

La Plate-Forme Régionale des Achats (PFRA) , désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR, qui par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Bretagne. La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Préfecture de Région Bretagne
Secrétariat général pour les affaires régionales
Plate-forme régionale des achats de l'État
3 rue Martenot
35000 Rennes
pfra@bretagne.gouv.fr

Les services de l'État et les établissements publics de l'État ayant adhéré à la convention de groupement, dits « **services bénéficiaires** », sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre pour leurs sites respectifs.

Le gestionnaire de site ou le responsable de site est le contact du prestataire pour les visites et interventions sur le site.

Le comptable assignataire des paiements sera indiqué sur chacun des bons de commandes des services bénéficiaires.

Dès notification du marché, le prestataire retenu désignera **un représentant du titulaire** habilité à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché.

Le titulaire informe sans délai la PFRA de toute modification d'interlocuteur.

Par ailleurs, pendant toute la durée du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire une demande motivée de remplacement d'un ou plusieurs intervenants du titulaire (notamment en cas de comportement inadapté, de non-respect des règles de sécurité ou d'accès, etc.).

Le remplacement du personnel ne pourra pas justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 2.4 – Définitions

Les sites d'intervention :

Emplacement géographique où se trouve physiquement implanté le matériel à soutenir. Ce site est associé à une adresse géographique individuelle. Un site peut comporter plusieurs bâtiments comportant chacun plusieurs équipements à maintenir. Le site est associé à un gestionnaire de site qui peut agir pour un ou plusieurs sites.

La maintenance préventive :

Elle correspond aux contrôles du fonctionnement des installations d'un bâtiment. Planifiée annuellement, elle permet de diminuer la probabilité de défaillance des équipements entretenus, d'optimiser leur fonctionnement, d'augmenter leur durée de vie et de maintenir dans le temps l'état des bâtiments.

La maintenance corrective :

Elle correspond aux interventions de dépannage et de réparations des équipements suite à un dysfonctionnement.

Le délai d'intervention :

Il correspond au temps écoulé entre l'heure d'envoi par le responsable de site de son mail ou de son appel de demande d'intervention au titulaire et l'heure effective précise à laquelle le titulaire débute son intervention ;

Le délai de réparation :

Il correspond au temps écoulé entre l'heure d'envoi par le responsable de site de son mail ou de son appel de demande d'intervention au titulaire et l'heure effective précise à laquelle le titulaire achève la réparation (l'installation a recouvré son état de référence) ;

Article 2.5 – Allotissement de l'accord-cadre :

L'accord-cadre est alloti en 2 lots techniques divisés chacun en 4 lots géographiques.

N°	Intitulé du lot	Montant € HT maximum sur 4 ans
1	ELI_22	300 000,00 €
2	ELI_29	750 000,00 €
3	ELI_25	850 000,00 €
4	ELI_56	550 000,00 €
5	SSI_22	180 000,00 €
6	SSI_29	600 000,00 €
7	SSI_35	1 200 000,00 €
8	SSI_56	450 000,00 €

Article 2.6 – Durée de l'accord-cadre :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois consécutifs à compter de sa date de notification au titulaire.

L'accord-cadre est renouvelable au maximum deux (2) fois pour douze (12) mois, par tacite reconduction prise par le représentant du pouvoir adjudicateur. La durée de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser ladite reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur transmet sa décision au Titulaire par courriel avec accusé de réception au plus tard deux mois avant la fin de la validité du marché. La décision de non-reconduction n'est assortie d'aucune indemnité.

2.6.1 - Durée des bons de commande :

- Pour la maintenance préventive, les services bénéficiaires émettent un bon de commande annuel, qui sera renouvelé à chaque date anniversaire, si le contrat n'est pas dénoncé.
- Pour la maintenance curative, les services bénéficiaires peuvent émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité. Leur durée d'exécution ne peut cependant pas dépasser de plus de 6 mois le terme de l'accord-cadre.

2.6.2 - Prolongation du délai d'exécution :

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel relatif à l'exécution d'un bon de commande, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès du service bénéficiaire en exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. En cas de refus motivé du service bénéficiaire, il est fait application des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

Article 2.7 – Documents contractuels :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses 4 annexes financières
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 4 annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes,
- Le Cadre de Réponse Technique annexé au Règlement de consultation,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci après CCAG-FCS.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du présent accord-cadre.

Toute clause portée dans les documents du titulaire contraire aux stipulations du présent accord-cadre ou la réglementation en vigueur est réputée non-écrite (y compris conditions générales de vente ou d'exécution du titulaire).

Article 2.8 – Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du CCP, des modifications à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution.

Les modifications unilatérales suivantes seront appliquées par la voie d'un certificat administratif à l'accord-cadre rédigé par la PFRA :

- Changement de dénomination sociale, adresse, SIRET, RIB...
- Fusion, absorption du titulaire....

2.8.1 – L'intégration de nouveaux établissements publics

En application de l'article R. 2194-1 du CCP, la liste des établissements publics bénéficiaires du présent marché pourra être complétée pendant toute la durée du marché, dans la limite des montants maximums. Ces intégrations ne pourront se faire qu'à la date anniversaire de l'accord-cadre.

L'établissement public désirant figurer parmi la liste des bénéficiaires du marché, doit en faire la demande à l'acheteur par écrit, y compris par le biais d'un courrier électronique.

Après instruction de la demande avec le titulaire, la modification sera validée par un avenant signé et notifié par l'acheteur.

2.8.2 – Rajout ou retrait d'équipements au niveau du bon de commande concernant la maintenance préventive après la visite initiale d'entrée :

Les prix forfaitaires pour la maintenance préventive pourront être réévalués en cas de fortes divergences entre l'inventaire fourni aux annexes 1 et 3 à l'acte d'engagement (DPGF) et celui réalisé par le titulaire, lors de la visite de recensement initial contradictoire. Cette plus-value donnera lieu à l'émission d'un bon de commande complémentaire.

Une forte divergence s'apprécie comme tout ajout ou retrait d'équipements entraînant une différence de plus de 10% par site du prix forfaitaire annuel fixé aux annexes 1 et 3 à l'acte d'engagement précité et dont le montant doit être justifié et détaillé par le titulaire.

2.8.3 – Rajout ou retrait d'équipements en cours d'exécution :

Un équipement peut être ajouté ou retiré de l'inventaire des sites et équipements en cours d'exécution du contrat. Une simple information écrite est adressée au titulaire précisant les équipements et/ou site à ajouter ou à retirer sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant au contrat.

En cas de rajout d'un équipement, ce dernier fera l'objet d'un bon de commande complémentaire, avec un chiffrage s'appuyant sur les prix proposés dans les documents financiers remis à l'offre.

Toute modification de périmètre devra être reportée à l'inventaire exhaustif transmis par le titulaire 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre et ce afin d'actualiser les DPGF annexées à l'acte d'engagement.

L'ajout de nouveaux besoins liés à des équipements non répertoriés au BPU par le présent accord-cadre fera l'objet d'un avenant rédigé par la PFRA.

2.8.4 – Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles

Il est fait application de l'article 24 du CCAG-FCS.

Article 2.9 – Prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du CCP.

Article 2.10 -Communication

La PFRA et les services bénéficiaires notifient au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'en attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se font : par l'outil de messagerie de la plateforme des achats de l'état (PLACE). Les échanges dématérialisés, autres que ceux faisant courir un délai, se font par messagerie électronique.

Article 2.11 – Lieux d'exécution et de livraison

Le présent marché s'exécute sur l'ensemble du territoire de la Région BRETAGNE. Le lieu d'exécution est précisé dans chaque bon de commande.

Article 2.12 – Transport et déplacement

Les frais de déplacement et de transport sont à la charge du titulaire et sont réputés inclus au titre du prix de la prestation.

Article 2.13 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français établie par un traducteur agréé.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDES

Article 3.1 – Émission des bons de commande

Le présent accord-cadre est à bons de commandes.

Chaque service bénéficiaire notifie ses bons de commande au titulaire, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de notification, ou mention spécifique portée par les services bénéficiaires dans leurs bons de commande.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché pour une durée d'exécution qui ne peut excéder six mois après le terme de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, établis par le service bénéficiaire sur la base des prix mentionnés dans le DPGF, du bordereau des prix et des délais comprennent au moins :

- la date du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le n°EJ du bon de commande ;
- le n° de service exécutant (exemple : FAC00044) ;
- le site concerné et son poste d'exécution ;
- l'adresse du site concerné et la désignation de la prestation à réaliser et la quantité demandée ;
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement ;
- le montant total HT de la commande, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la signature de la personne responsable ;
- toute autre information jugée nécessaire à la commande.

Les bons de commande doivent être établis par les personnes habilitées à passer la commande.

Ils sont datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire par voie dématérialisée.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande s'il est émis avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

Article 3.2 – Bons de commande émis au titre de la maintenance préventive

Les prestations annuelles de maintenance préventive sont exécutable au titre de l'exécution d'un bon de commande. Le bon de commande doit clairement stipuler la date d'effet de la prestation, c'est-à-dire sa date de démarrage.

Les bons de commande au titre de la maintenance préventive sont émis une fois par an et couvre l'ensemble des besoins de maintenance préventive d'un site pour l'année en cours.

L'émission des bons de commande pour les prestations de maintenance préventive s'effectue comme suit :

- la première année, les bons de commande couvrent la période allant de la date de notification du bon de commande au 31/12 et les prestations sont facturées seulement si la visite a été effectuée
- les années intermédiaires, les bons de commande couvrent la période allant du 01/01 au 31/12 et leur montant correspond aux prix annuels forfaitaires ;
- l'année d'échéance de l'accord-cadre, les bons de commande couvrent la période allant du 01/01 à la date d'échéance de l'accord-cadre et les prestations sont facturées seulement si la visite a été effectuée ;

Le montant du bon de commande annuel correspond strictement au montant forfaitaire annuel mentionné pour ce site sur les DPGF (annexe 1 et 3 à l'acte d'engagement), actualisées soit suite à la visite d'inventaire préalable soit suite à l'inventaire exhaustif annuel dû par le titulaire.

La notification du bon de commande annuel donne lieu à l'établissement du planning annuel des visites défini en accord entre le titulaire et le responsable de chaque site. Ce dernier est remis dans un délai de 6 semaines à compter de la notification du bon de commande annuel.

Article 3.3 – Bons de commande émis au titre de la maintenance corrective et/ou fourniture

Les bons de commande au titre de la maintenance corrective sont émis à la survenance des besoins par chaque responsable de site le cas échéant après élaboration d'un devis sur la base des prix des annexes 2 et 4 à l'acte d'engagement « BPU ».

Les délais d'établissement du devis est de 72 heures ouvrées à compter de l'intervention de dépannage établissant le diagnostic qui sera suivi du bon de commande de régularisation.

Le devis devra faire figurer a minima :

- une date et une référence propre à chaque devis ;
- la référence de la demande d'intervention ainsi que la date et l'heure précises de réception de la demande ;
- le nom du service bénéficiaire ;
- le nom et l'adresse du site concerné par les prestations ;
- l'identification précise de l'équipement concerné ;
- la date prévue et la durée estimée pour la réalisation des prestations ;
- la nature détaillée de l'intervention, éventuellement son niveau de complexité, la nature des pièces échangées, etc. ;
- le nom, le téléphone et l'adresse e-mail du titulaire ;
- Le temps et le coût de main d'œuvre estimée
- Le prix des pièces à remplacer,
- Le montant total HT et TTC

Sur la base des informations produites par le titulaire dans son devis, le bon de commande mentionne :

- le prix de la main d'œuvre sur la base du coût horaire contractualisé,
- le cas échéant, le coefficient de majoration applicable aux taux de main d'oeuvre en cas d'intervention hors heures et jours ouvrés ;
- le coût des fournitures après application du % de majoration sur le prix facturé par le fournisseur.

Le bon de commande ne peut être valablement émis qu'après validation formelle écrite par le responsable de site du devis du titulaire.

Les interventions de maintenance préventive devront être obligatoirement disjointes des actions de maintenance corrective en étant réalisées à des dates différentes.

Ainsi, le remplacement de pièces ne pourra être effectué le même jour que la visite de maintenance préventive que si le changement unitaire de pièces est inférieur à 100 € HT.

Si le changement de pièce est supérieur à 100 € HT unitaire, l'intervention sera considérée comme de la maintenance corrective et devra être obligatoirement réalisée à une autre date que la date à laquelle la visite de maintenance préventive a été réalisée, sauf urgence avérée et validée par le responsable de site si la pièce est disponible.

Article 3.4 – Signataires des bons de commande

Le service bénéficiaire du marché, procède à l'émission de ses bons de commande, s'assure de la bonne exécution des prestations, liquide et mandate les demandes de paiement le concernant.

Le signataire du bon de commande est habilité à émettre toutes les décisions au titre du bon de commande et il est en particulier le seul responsable pour les prolongations de délais émises, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, réception avec réfaction, rejet...).

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Article 4.1 – Réunion de démarrage de l'accord-cadre

Une réunion préalable au démarrage de l'accord-cadre est organisée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur avec les services bénéficiaires et les titulaires.

La réunion a pour objectif :

- la présentation des services bénéficiaires aux titulaires ;
- le rappel des rôles respectifs de chacun au titre de l'exécution du contrat ;
- le fonctionnement de l'accord-cadre
- les priorités et attendus du marché ;
- le rappel des livrables et des délais impartis ;

Article 4.2 – Visite initiale et Audit d'entrée

L'inventaire de départ des équipements relevant du présent marché fait l'objet d'une liste jointe correspondant aux annexes 1 et 3 à l'acte d'engagement. Ces inventaires ne sont pas exhaustifs.

A compter de la transmission, par chaque responsable de site, du bon de commande de la maintenance préventive par site, le titulaire réalise, dans un délai maximal de six (6) semaines, un audit de départ exhaustif contradictoire précis des installations présentes concernées par le marché (nombre et type de matériels, marques, caractéristiques techniques...) sur la base des tableaux joints en annexe 1 et 3 à l'acte d'engagement en format libre office calc.

Par ailleurs, le titulaire dressera un procès-verbal détaillé de l'état des lieux et des installations et des équipements, pour chacun des sites. Ce procès-verbal sera dressé de façon contradictoire en présence du responsable de site, et indiquera la date, les noms et qualité des participants aux visites de prise en charge. Ce document est soumis au même délai de six (6) semaines.

Ce procès-verbal, accompagné de la liste exhaustive des matériels en format libre office, sera remis à chaque responsable de site et signé des deux parties. Il sera également transmis par voie dématérialisée à la PFRA Bretagne.

A l'issue de cet audit d'entrée, les prix forfaitaires pourront être réévalués conformément à l'article 2.8.2 du présent CCAP.

Suite à l'audit exhaustif de départ validé, le titulaire, son personnel intervenant dans le cadre du marché, ne pourra plus arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

Article 4.3 – Revue de contrat

Une revue de contrat avec les titulaires de l'accord-cadre sera organisée une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. En cas de difficultés avérées, des réunions complémentaires sont organisées.

Article 4.4 – Rapport annuel d'activité et inventaire exhaustif annuel

Le titulaire de l'accord-cadre met à la disposition de la PFRA, tel que définit à l'article 5.7 du CCTP, un rapport annuel en N-1 et l'inventaire mis à jour annuellement et transmis 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre afin d'actualiser les annexes 1 et 3 à l'acte d'engagement. Cet inventaire exhaustif est compris dans la maintenance préventive.

Article 4.5 – Réversibilité et Audit de sortie

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution de l'accord-cadre, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipement est établi 1 mois avant la fin de l'accord-cadre en présence du nouveau titulaire désigné.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent accord-cadre, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du titulaire. Le titulaire s'engage à restituer en fin d'accord-cadre toute documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

Article 4.6 – Dérogation à l'exclusivité

Pour les prestations occasionnelles, le titulaire peut être mis en concurrence :

- lorsque le délai de remise de devis, tel que prévu à l'article 3.3 du présent CCAP, est dépassé ;
- lorsque la date de démarrage ou le délai de réalisation des prestations est dépassé ;

Sous ces conditions, et sur la base du descriptif précis des prestations demandées au titulaire et reprises dans son devis, les services peuvent solliciter des devis auprès de deux autres prestataires.

Dans ce cas, le titulaire sera informé des raisons, et devra néanmoins participer aux opérations de réception pour la maintenance ultérieure.

Article 4.7 – Sous-traitance

Désignation des sous-traitants :

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de l'accord-cadre, à la condition expresse d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitants et des conditions de paiement des contrats de sous-traitance. La sous-traitance totale du marché est interdite.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par une déclaration de sous-traitance (DC4) signée par le

représentant du pouvoir adjudicateur, par le titulaire et le sous-traitant conformément à l'article L2193-1 à 3 et R2193-1 à 22 du CCP.

Afin d'obtenir l'agrément du responsable du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant à la PFRA Bretagne par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4, téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>

Cet acte mentionne notamment :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale du sous-traitant ;
- son adresse postale ;
- le montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- ses capacités financières et professionnelles.

Le responsable du pouvoir adjudicateur dispose de vingt-et-un (21) JOURS à compter de la remise de la demande d'agrément pour se prononcer sur la demande d'acceptation du sous-traitant. En l'absence de réponse dans ce délai, le sous-traitant est réputé être accepté par le responsable du pouvoir adjudicateur du marché

Elle doit être adressée par le titulaire à la PFRA Bretagne.

Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant est payé directement si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte, la demande de paiement dudit sous-traitant libellée au nom du représentant du pouvoir adjudicateur, revêtue de son acceptation.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre d'un groupement, la demande de paiement du sous-traitant, jointe au projet de décompte, doit être acceptée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

En outre, dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit accepter également la demande de paiement du sous-traitant.

Article 4.8 – Essais et contrôles des prestations

Le service bénéficiaire peut faire exécuter des vérifications qualitatives des matériaux et produits et des essais sur épreuves conformément aux dispositions de l'article 22.1 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations réalisées sont conformes aux stipulations du CCTP et aux engagements du titulaire.

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique du service bénéficiaire, soit par un prestataire externe désigné par celui-ci. L'entreprise titulaire de l'accord-cadre est tenu de mettre à sa disposition tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle.

Article 4.9 – Suivi financier des prestations

Afin de permettre à la PFRA de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état annuel de la consommation, pour chaque lot et pour tous services bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de la PFRA, dans un délai maximal de 15 jours à compter de la demande.

- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Article 4.10 - Clause d'insertion par l'économie

Le dispositif d'insertion par l'activité économique mis en place dans le cadre du présent accord-cadre, vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Pour cet accord-cadre, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières.

Les personnes concernées par cette action sont, en priorité, des demandeurs d'emploi de longue durée – plus d'un an ; allocataires du RSA, publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, les bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes de faible niveau de qualification et/ou n'ayant jamais travaillé en recherche d'emploi, des personnes de plus de 50 ans, les personnes relevant de l'insertion par l'activité économique définies dans l'article L-5132-4 du code du Travail, les participants des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ...).

Il leur est réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution des accord-cadres, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion :

- 70 heures de clause d'insertion sociale tous les 140 000€ de bons de commande déclenchés, sans minimum d'heure à réaliser.

Dans le cas où un candidat se verrait attribuer plusieurs lots, celui-ci pourra s'acquitter de ces engagements dans un seul département ou sur un seul des sites concernés.

Les heures seront effectuées lorsque le montant des travaux atteindra le seuil prévu à l'alinéa précédent. Par mesure de simplification, en-deça de 70 heures, on pourra cumuler les heures de plusieurs années.

Concernant les interventions à bons de commande, un bilan des prestations est réalisé tous les ans entre la PFRA et le titulaire afin d'étudier les possibilités de mise en œuvre de l'action d'insertion, en fonction des commandes réalisées. **Ce bilan doit être transmis dans les deux mois qui suivent la date anniversaire du contrat.**

Si l'entreprise est attributaire de plusieurs lots géographiques, les montants engagés peuvent être cumulés pour réaliser une action globale d'insertion.

A l'issue de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé par le réseau des facilitateurs pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent accord-cadre (notamment en cas d'embauche en contrat durable).

Option n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct de demandeurs d'emplois : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) après validation par les facilitateurs, des publics prioritaires de la clause d'insertion.

Option n°2 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et l'entreprise d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion.

Option n°3 : La mise à disposition de personnel

Le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire (ETT) dans le cadre des dispositions de l'accord national professionnel du 7 septembre 2005, entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI).

Les titulaires peuvent opter pour l'une ou l'autre de ces formules. Ils ont, en outre, la possibilité de présenter une ou plusieurs variantes respectant le principe de base. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs, pour cela, l'entreprise doit désigner un tuteur qui sera chargé d'assurer une fonction de formateur.

4.10.1 - l'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier d'un service spécifique d'accompagnement par l'organisme suivant qui joue le rôle de « facilitateur » des clauses sociales pour la région Bretagne :

Défis Emploi
1, rue Louis Pidoux
29000 BREST

Cette structure a pour missions :

- D'assister les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion
- De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés

- De fournir la liste des opérateurs de l'insertion par l'économie concernés par les lots de l'accord-cadre.

4.10.2 - modalités d'exécution et de contrôle

Il est procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, il produit au facilitateur chargé du suivi de son dossier tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action et complète l'annexe 4 du CCAP « Clause d'insertion sociale- rapport d'exécution annuel ».

En tout état de cause, le titulaire doit informer la plate-forme régionale des achats par courrier recommandé avec accusé de réception, des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur identifié étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave de l'entreprise à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues au CCAG.

4.10.3 - l'insertion à l'issue de l'accord-cadre

Pendant et à l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent CCAP.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur les chantiers.

Article 4.11 - Clause environnementale

Les attentes et exigences environnementales relatives à ce marché sont décrites à l'article 6 du CCTP.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES DU TITULAIRE

Article 5.1 – Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (et d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'anomalies ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Il est tenu de signaler au service bénéficiaire tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Article 5.2 – Obligation d'information

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au responsable de site et au Représentant du Pouvoir Adjudicateur toute modification survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre relative :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures.

Article 5.3 – Obligation de résultat

Une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné pèse sur le titulaire. En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les mesures afin d'exécuter les prestations commandées en respectant les normes et standards de l'administration et les spécifications particulières fixées dans le présent cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE

Article 6.1 – Déclaration d'assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur, des services bénéficiaires émetteurs des bons de commande et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification des lots de l'accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il dépose les attestations de

renouvellement de son assurance selon les informations fournies par la PFRA au démarrage du marché et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours

À défaut, l'administration pourra résilier le lot concerné aux torts et aux frais du titulaire, sans indemnité.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 6.2 – Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales et extrait kbis

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous devront être déposées par le titulaire selon les informations fournies par la PFRA au démarrage du marché et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours

Le titulaire, et ses sous-traitants, atteste(nt) sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du marché seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10 et suivants, L.3243-1 et suivants et R.3243-3 et suivants du code du travail.

Le titulaire s'engage à déposer sur la plateforme indiquée par la PFRA avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises, lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.
- un extrait Kbis ou K de la société.

Quand le cocontractant emploie des salariés étrangers, il fournit : une liste nominative de ces salariés comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Quand le cocontractant établi à l'étranger détache des salariés sur le territoire national pour l'exécution de l'accord-cadre, il fournit : une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et

fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire, pour ses sous-traitants, les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré.

Article 6.3 – Traitement de données à caractère personnel

Le présent accord-cadre comporte un ou des traitements de données à caractère personnel.

6.3.1. Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est l'acheteur et les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

6.3.2. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent accord-cadre au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre et en cas de besoin avéré, la Plate-forme régionale des achats pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec les services bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

6.3.3 – Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du rgpd)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

ARTICLE 7 : MESURES DE SÉCURITÉ

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique. Si nécessaire, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site. Les sous-traitants du titulaire sont soumis aux mêmes prescriptions.

Tout personnel du titulaire est soumis à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations. Les annexes 1, 2 et 3 du présent CCAP détaillent notamment les mesures de sécurité propres :

- aux établissements pénitentiaires ;
- aux services de gendarmerie ;
- aux services de police.

De manière générale, les règles de sécurité applicables seront celles définies par les chefs des services sus-mentionnés ; Elles seront portées à la connaissance du titulaire. Le titulaire acceptera le règlement et tous les contrôles afférents.

Les personnels du titulaire ne seront autorisés à pénétrer dans les locaux de l'administration qu'après avoir été nommément agréés et soumis pendant leurs prestations aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration.

Avant la première intervention, le titulaire devra fournir aux services bénéficiaires la liste nominative de son personnel susceptible d'intervenir sur le(s) site(s). Cette liste sera mise à jour dès que nécessaire, puis communiquée aux services bénéficiaires concernés.

Le cas échéant, le titulaire devra fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents exigés pour la circulation du personnel sur le site.

Faute d'avoir accompli les démarches nécessaires pour que leurs agents soient autorisés à accéder aux sites selon les règlements édictés par les chefs de service respectifs, les titulaires devront ajourner leurs prestations sans indemnisation.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire.

Article 7.1 – Secret professionnel – Restriction de circulation – Confidentialité

Au cas où les nécessités de la sécurité de ses activités l'exigeraient, l'Administration peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès de certains locaux.

L'entreprise s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il a pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

D'une façon générale, les agents de l'entreprise sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'Administration pour le compte de laquelle les travaux sont réalisés, tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, les informations dont le titulaire prend connaissance dans le cadre de l'exécution du marché revêtent un caractère strictement confidentiel. Ces renseignements ne peuvent, sans autorisation écrite de l'Administration, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Article 7.2 – Sécurité pénitentiaire

Le titulaire est réputé connaître toutes les conditions d'intervention propres aux établissements pénitentiaires à la signature de l'acte d'engagement et les dispositions rappelées en annexe 3 du présent CCAP « dispositions applicables aux établissements pénitentiaires ». Il renonce donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral pour modifier la nature ou le montant de ses travaux.

Article 7.3 – Sécurité des bâtiments de la gendarmerie nationale

Le titulaire est réputé connaître toutes les conditions d'intervention propres aux établissements de la Gendarmerie Nationale à la signature de l'acte d'engagement et les dispositions rappelées en annexe 1 du présent CCAP « Dispositions générales applicables aux casernes et infrastructures de la gendarmerie nationale - Obligation de discrétion et mesure de sécurité au sein des bâtiments et infrastructures de la Gendarmerie Nationale ».

Article 7.4 – Sécurité des bâtiments de la police nationale

Le titulaire est réputé connaître toutes les conditions d'intervention propres aux établissements de la police nationale à la signature de l'acte d'engagement et les dispositions rappelées en annexe 2 du présent CCAP.

ARTICLE 8 : RÉGIME FINANCIER

Article 8.1 – Établissement des prix

Le marché est pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaire à bon de commande, sans minimum et avec un maximum détaillé à l'article 2.5 du présent CCAP. Les prestations de maintenance préventive sont rémunérées forfaitairement. Le forfait annuel est déclenché par un bon de commande de démarrage, et produit annuellement par les services.

Les prestations relatives à la maintenance corrective et/ou à la fourniture sont à prix unitaires établies sur la base des annexes à l'acte d'engagement.

Article 8.2 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que le coût de traitement des déchets, de dénaturation des appareils et de recyclage, la partie Écotaxe incluse le cas échéant.

Les prix sont réputés comprendre également la pose des appareils (modèles compatibles avec installations existantes - interfaçage et programmation le cas échéant) et la dépose éventuelle des appareils de l'existant défectueux compris.

La rémunération au titre de la maintenance préventive couvre notamment la valeur des pièces jusqu'à 100€ HT ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement.

Article 8.3 – Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année de l'accord cadre. La révision des prix est réalisée une fois par an par la PFRA, à la date d'anniversaire de notification de l'accord cadre, pour la période contractuelle concernée. La PFRA se charge d'appliquer les révisions aux BPU et DPGF concernés.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois précédent la date limite de remise des offres .

Si l'un, ou les 2, de ces indices étaient arrêtés au cours de l'exécution de l'accord-cadre, la PFRA sera seule décisionnaire du choix de l'indice de remplacement.

Règles d'arrondis :

Avant d'être appliqué au prix établi au mois zéro (P0), le coefficient de révision calculé est arrondi au millième selon la règle suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 inclus, la troisième décimale est inchangée;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 inclus, la troisième décimale est arrondie au millième supérieur.

8.3.1 Révision de prix relative aux lots 1, 2, 3 et 4 (ELI)

Les prix sont révisés par application de la formule suivante aux prix de l'accord-cadre :

$$P_n = P_{n-1} \times (0,10 + 0,8 \text{ ICHT-IMEn/ICHT-IMEn-1} + 0,05 \text{ FSD1n/FSD1n-1})$$

Dans laquelle :

- P_n = Prix révisé pour la période annuelle n
- P_{n-1} = Prix révisé pour la période annuelle n-1
- ICHT-IMEn = dernier indice connu au moment de la demande de révision de prix
- ICHT-IMEn-1 = indice du mois de dépôt des offres

- FSD1n = dernier indice connu au moment de la demande de révision de prix.
- FSDn-1 = indice du mois de dépôt des offres
- ICTH-IME = indice des salaires, revenus et charges sociales – coût de la main d'œuvre et du travail – mécanique et électrique
- FSD1 = indice des Frais et Services Divers - modèle de référence 1

8.3.2 Révision de prix relative aux lots 5, 6, 7 et 8 (SSI)

Les prix sont révisés par application de la formule suivante aux prix de l'accord-cadre :

$$P_n = P_{n-1}(0,10 + 0,8 \text{ICTH}_{\text{revTSn}}/\text{ICTH}_{\text{revTSn-1}} + 0,05 \text{FSD1}_n/\text{FSD1}_{n-1})$$

Dans laquelle :

- **P_n** = Prix révisé pour la période annuelle n
- **P_{n-1}** = Prix révisé pour la période annuelle n-1
- **ICTH_{revTSn}** = dernier indice connu de la date de révision du coût horaire du travail révisé dans l'industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - ICTH_TS - Identifiant 001565183,
- **ICTH_{revTS0}** = même index en valeur de base de l'accord-cadre du mois Mo précédent la remise des offres.
- **FSD1_n** = dernier indice connu à la date de révision des fournitures et services divers 1 publié pour la période n.
- **FSD_{n-1}** = indice des fournitures et services divers 1, applicable au mois précédent la remise des offres

Article 8.4 – Avance

L'avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du CCP.

Article 8.5 – Modalités de paiement

Le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées, à laquelle est jointe la copie du bon de commande correspondant. Les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la notification du bon de commande, par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du lot de l'accord-cadre ;
- le numéro d'EJ du marché ;
- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le détail des prix unitaires et les quantités ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

Article 8.6 : Dématérialisation des factures

La transmission des factures s'effectue obligatoirement par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- Déposer ses factures sur le portail;
- Saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le site internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique "Nous contacter".

Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro du service exécutant (SE)

Article 8.7 – Délais de paiement

En application des articles R2192-10 à 15 du CCP, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire. Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 8.8 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans ce délai donne lieu, de plein droit et sans autres formalités, au versement d'intérêts moratoires et au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L2192-13 du CCP).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire.

Article 8.9 Modalités de facturation et de règlement des prestations

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Article 8.10 – Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Article 8.11 – Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, sauf stipulation contraire.

Article 9.1 Pénalités de retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. A compter de la notification de l'application des pénalités, le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour présenter des observations par écrit à l'acheteur, passé ce délai, le silence du titulaire vaut acceptation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ pour l'ensemble du marché.

Ces pénalités ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire ;
- accord express et écrit du service émetteur du bon de commande pour un dépassement de délai.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si les délais d'exécutions fixés dans les présent CCAP, le CCTP ou dans le devis validé par le bon de commande ne sont pas respectés, le titulaire encourt une pénalité calculée selon ces modalités :

a) Pénalité pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive périodique :

Tout retard, par rapport au planning d'intervention annuel qui aura été arrêté entre le responsable de site et le titulaire, pourra être sanctionné par une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard et par site d'intervention.

b) Pénalité pour retard d'intervention ou pour dépannage non concluant lors des opérations de maintenance corrective :

Compte-tenu des obligations de résultat associées à la mise en place d'actions palliatives suffisantes pour mettre fin au désordre, soit de manière palliative, soit de façon durable, selon la nature, la cause et effets de la panne, une intervention sera considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche ou remise en fonction en mode dégradé des équipements concernés, ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans les délais d'indisponibilité autorisés prévus au regard du site concerné.

Pour mettre fin au désordre dans les délais d'indisponibilité, et suivant la criticité de la panne, il appartient au titulaire de juger de l'opportunité dès son arrivée à procéder à :

- L'appel d'un autre niveau d'intervention supérieur ;
- L'appel de renfort ;
- L'approvisionnement sur le site du matériel, outillage, consommables de maintenance en quantité et qualité suffisante.

Il appartient au titulaire de faire la preuve, le cas échéant, que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable.

L'intervention non concluante sera considérée comme une intervention non réalisée et donnera lieu à une pénalité égale à 70 € HT par jour.

Il appartient au titulaire de justifier des causes de son retard, lorsqu'elles lui sont extérieures et qu'elles étaient imprévisibles dans les conditions normales d'exécution, en vue d'être exempté de l'application des pénalités ci-dessus décrites.

Les conditions de circulation routières, sauf cas d'exception à démontrer, peuvent être anticipées.

Les retards récurrents sont constitutifs d'une faute du titulaire pouvant mener l'acheteur à prononcer la résiliation partielle ou totale du marché dans les conditions décrites à l'article 11 du présent CCAP.

c) Pénalités pour dépassement de délai dans la transmission des devis

Tout retard dans la transmission d'un devis pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50€HT par jour ouvré de retard et par devis.

Article 9.2 Pénalités pour défaut de qualification des intervenants

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualifications de ses intervenants tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé à la candidature au présent marché.

Dans le cas où un ou des intervenant(s) ne disposent pas des qualifications exigées initialement (y compris formation aux logiciels des équipements), le titulaire du marché est tenu d'assurer le remplacement du ou des intervenant(s) dans un délai de 15 jours à compter de la notification d'une mise en demeure par l'acheteur.

A défaut d'avoir assuré le remplacement à l'échéance du délai de 15 jours, le titulaire encourt une pénalité égale à 100€ HT par jour de retard.

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire dans le cas où le ou les remplaçants du ou des intervenants n'est pas assuré dans un délai d'un mois à compter de l'application de la pénalité.

Au-delà de la qualification, le titulaire est responsable de la qualité d'exécution des prestations. Un défaut récurrent de qualité (constaté plusieurs fois, par plusieurs services bénéficiaires) pourra être qualifié comme défaut de qualification.

Article 9.3 Pénalités pour non remise en l'état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements des installations dont il assure le suivi dans le cadre du présent marché.

En cas de non-remise en état des locaux ou emplacements des installations après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

Article 9.4 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du Travail

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le Titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant de 100 euros par jour de retard.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Article 9.5 Pénalités pour non-transmission du reporting

En cas de non-respect des obligations relatives au présent CCAP, le Titulaire subira une pénalité égale à 50 euros par entité et par livrables non transmis.

Article 9.6 Pénalités relatives à l'insertion

Dans le cas où l'entreprise n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après mise en demeure restée infructueuse, des pénalités peuvent être appliquées.

Cette dernière sera égale au nombre d'heures d'insertion annuelles non réalisées, multiplié par 2 et multiplié par le taux horaire du SMIC en vigueur au moment de la mise en demeure par le pouvoir adjudicataire

Article 9.7 Pénalités relatives à l'environnement

En cas de manquement aux obligations prévues à l'article 6 du CCTP le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ HT par non-conformité constatée.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

En cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du C.C.A.G de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 42 du CGAG/FCS, une résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au C.C.A.G visé par le présent marché.

ARTICLE 11 : DIFFÉRENTS ET LITIGES

Article 11.1-Différends

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas de différent avec la PFRA et/ou le service bénéficiaire, vous avez la possibilité de saisir le médiateur interne Relations Fournisseurs et Achats responsables (RFAR) par mail à l'adresse suivante : mediation-pfra@bretagne.gouv.fr.

Le recours au médiateur des entreprises ne fait pas obstacle à l'introduction d'un recours contentieux.

Article 11.2-Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- L'article 8.5 du présent C.C.A.P déroge à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS
- L'article 9.1 du présent C.C.A.P déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS
- L'article 9.1 du présent C.C.A.P déroge à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS
- L'article 9.1 du présent C.C.A.P déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS
- L'article 10 du présent C.C.A.P déroge à l'article 42 du CCAG/FCS